



# Le Bachelor chasse la licence pour de bon!

- Après les facs à accès ouvert, les FST et EST
- Les ENCG et écoles d'ingénieurs changent de modèle aussi
- Dans le flou, les écoles privées appréhendent la réforme

Pages V à VII



## La formation professionnelle monte en gamme

**D**ES campus modernes, des centres de soft skills et de carrière, des espaces d'innovation, des médiathèques, du design thinking, des classes inversées... Avec les futures cités des métiers et des compétences, c'est sûr la formation professionnelle au Maroc monte en gamme. Le tout premier campus ouvrira ses portes dans le Souss-Massa en 2021. Les 12 cités prévues entreront en service entre 2021 et 2023. Tout sur ce projet, de 3,6 milliards de DH, censé changer le visage des parcours techniques jusque-là boudés par les jeunes. □

Page II

## ■ Productivité: Et si vous passiez par les sept formes d'intelligence?

Page VIII

## ■ Déjà 20 startups à la cité d'innovation de l'université d'Agadir

Page IV

## ■ La Fondation OCP parraine les écoles publiques

Page III

# Ce que promettent les futures cités des métiers et compétences

■ 196 filières conçues avec les patrons et les régions, couvrant 12 secteurs

■ Des approches privilégiant la pratique et l'alternance en entreprise

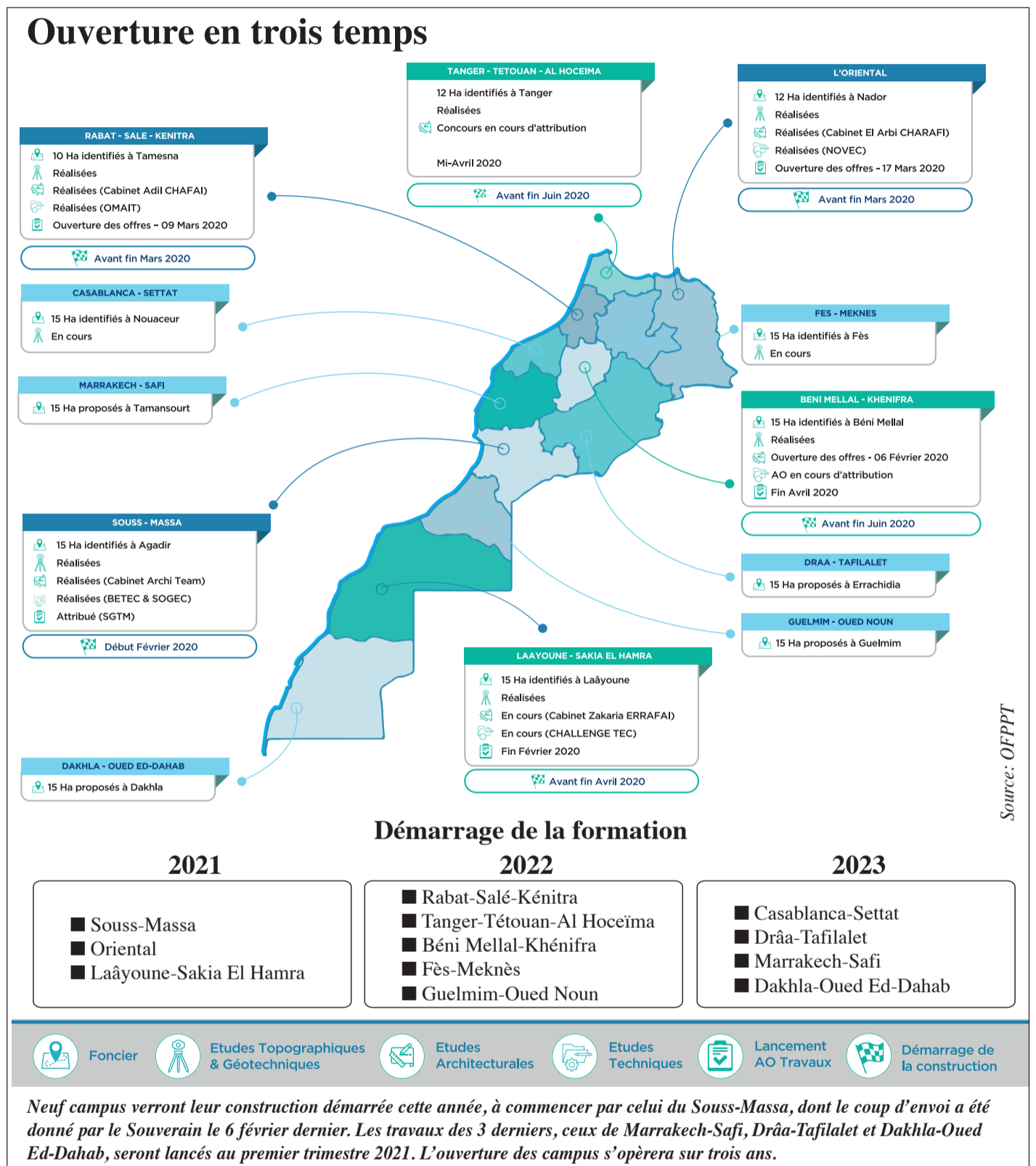
■ Des campus modernes à 3,6 milliards de DH, à l'intention de 34.000 stagiaires

À travers les cités des métiers et des compétences (CMC), modernes et multi-sectorielles, l'Ofppt monte en gamme. Pour son offre de formation, l'office promet des cursus élaborés en étroite collaboration avec les employeurs et les régions. Ils ont ainsi plus de chances de correspondre aux besoins réels des territoires, contrairement au modèle qui a prévalu jusque-là, en décalage avec les attentes des entreprises et des tissus économiques régionaux.

La toute première cité qui verra le jour, sur les 12 prévues, est celle du Souss-Massa. Le coup d'envoi des travaux a été donné le 6 février dernier par le Souverain. L'achèvement du projet, qui nécessitera un investissement de 430 millions de DH (dont 70 millions assurés par la région), est prévu pour avril 2021. Le démarrage des cours sera programmé en septembre de la même année.

La CMC Souss-Massa, étalée sur 15 ha à la commune Drarga, pourra accueillir 3.000 stagiaires. L'Institut spécialisé en agro-industrie, en cours de construction, lui sera rattaché. La capacité d'accueil globale sera donc portée à 3.420 places pédagogiques chaque année.

La cité couvrira 10 secteurs (digital & offshoring, tourisme & hôtellerie, gestion & commerce, santé, BTP, industrie...) et proposera 88 filières, dont 60% sont nouvelles. 80% seront diplômantes, et 20% certifiantes (de courte durée). Chaque pôle sectoriel bénéficiera de ses propres salles de cours, ateliers et laboratoires. Quelque six disposeront même de plateformes d'application pour des mises en situation réelles. Il s'agit notamment d'une mini-chaine de production industrielle, un hôtel et un restaurant pédagogiques, une entreprise virtuelle, une ferme pédagogique, une unité de soins et une maison intelligente pour le BTP. Chaque groupe de formation ne dépassera pas les 20 participants. Les futurs stagiaires pourront, en outre, profiter



d'un centre de langues et de soft skills, un career center, un espace d'innovation avec un FabLab et une Digital Factory, un incubateur d'entreprises, une médiathèque...

Tel un vrai campus, la CMC proposera un hébergement, de 400 lits, un restaurant et des espaces sportifs.

Les 12 CMC prévues (voir illustration), seront conçues selon ce même modèle. Elles proposeront des places pour près de 34.000 stagiaires de 15 à 30 ans. Environ 16%, en moyenne, pourront y être hébergés. Le coût de réalisation du programme, initié en avril 2019 suite à une directive royale, est estimé à 3,6 milliards de DH. La

gouvernance des cités sera assurée par des S.A dans lesquelles l'Ofppt, les entreprises et les régions seront représentés. La carte de formation sera déclinée en 195 filières couvrant 12 secteurs, dont trois nouveaux: l'intelligence artificielle, la santé et les services et à la personne et à la communauté. Les parcours seront à 68% diplômants.

La formation devrait privilégier l'apprentissage pratique (simulations, alternance en entreprise...), mais aussi les soft skills (langues, esprit d'entrepreneuriat, numérique...). 30% du volume horaire seront consacrés à ces compétences transversales. Des filières comme le tourisme & hôtellerie

et gestion & commerce compteront un semestre supplémentaire dédié aux langues et soft skills. Un dispositif d'accompagnement des porteurs de projets d'entreprise sera également proposé.

Les méthodes pédagogiques ne seront pas en reste. L'office promet de moderniser les approches utilisées en intégrant l'apprentissage par projets, les classes inversées et même le design thinking. De quoi faire rêver les stagiaires. Avec ce modèle, les CMC pourraient donner un coup d'éclat à l'image de la formation professionnelle, longtemps boudée par les jeunes. □

Ahlam NAZIH

Ecoles parrainées

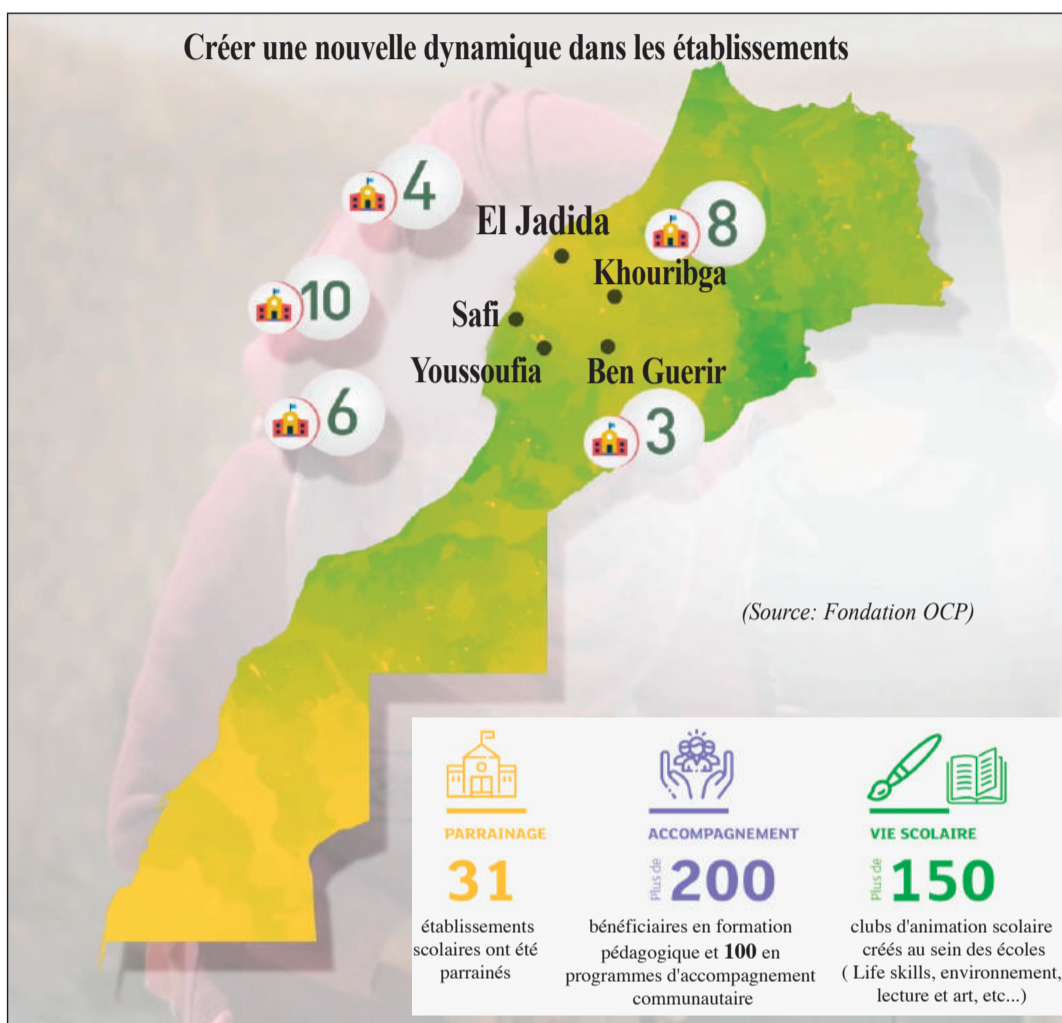
# Les ambitions de la fondation OCP

■ 60 établissements publics accompagnés d'ici fin 2020

■ La moitié des objectifs est déjà réalisée

■ Renforcement des capacités des enseignants, épanouissement des élèves, les priorités

UN satisfecit pour le ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Le bilan à mi-parcours du programme des écoles parrainées par la fondation OCP a donné de très bons résultats. En chiffres, le programme a pu accompagner 15.600 élèves dans 31 établissements parrainés au niveau de 5 provinces. Ce bilan a été présenté lors d'un workshop des «Ecoles Parrainées» tenu à Marrakech, le week-end dernier organisé par l'Education Nationale et la fondation OCP. Fruit d'un partenariat stratégique entre les deux institutions, ce programme a démarré en 2016. Objectif: améliorer les conditions de scolarité des élèves et leur développement selon une démarche intégratrice qui tient compte de l'environnement de l'école et des besoins des parties prenantes. «Nous avons pris soin de co-construire ce programme pilote avec les parties prenantes de l'école et avec l'élaboration d'une démarche et d'outils qui seront mis à profit de l'écosystème de l'éducation», indique Hicham El Habti, président délégué de la



Le modèle des écoles parrainées est un dispositif pilote qui vient en soutien au système éducatif public en mettant à disposition des pratiques et des moyens matériels pour une éducation de qualité. Le programme a pu accompagner jusqu'à maintenant 15.600 élèves dans 31 établissements parrainés au niveau de 5 provinces.

blique et intégrer d'autres établissements publics pour parfaire cette expérience», indique Abdelhadi Sohib, SG de la fondation OCP. Le modèle des écoles parrainées est un dispositif pilote qui vient en soutien au système éducatif public en mettant à disposition des pratiques et des

de la réhabilitation et du réaménagement des écoles, le partenariat s'est focalisé sur les conditions d'apprentissage. On entend par là, le renforcement des capacités des directeurs d'établissement, du corps professoral pour assurer un meilleur engagement. L'autre élément aussi

important est l'intégration des soft skills pour permettre un épanouissement des élèves et enfin tout ce qui est relatif à la vie scolaire pour créer une dynamique dans les établissements», souligne Youssef Belkacem, SG du département de l'Education nationale au ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur. Ce sont ainsi plus de 150 clubs d'animation scolaire qui ont vu le jour dans les établissements concernés, et plus de 200 enseignants qui ont bénéficié de programmes d'accompagnement pédagogique et communautaire. Chaque école parrainée permet à ses élèves de se développer et de révéler leurs talents et leur ingéniosité. Le programme permet de mettre à leur disposition un environnement scolaire qui facilite leur développement et éveille leur créativité. Il permet également de construire un programme d'accompagnement pédagogique qui prend en considération les besoins, aspirations et talents

de chaque élève. Après ces exemples concrets, le ministère de l'enseignement continue de taper à toutes les portes dans une logique d'assurer une fédération autour de l'école marocaine, conclut Belkacem. □

B.B

## Soutenir l'école publique

IMPLIQUER des partenaires privés au profit des élèves de l'école publique est une des alternatives pour améliorer la qualité de l'enseignement. D'autres exemples existent. Un des plus anciens est celui de Medersat.com initié par la fondation BMCE Bank en 2001. Aujourd'hui, ce réseau soutient plus de 63 écoles qui sont implantées essentiellement en milieu rural défavorisé. En vingt ans d'existence, le réseau a cumulé une expérience considérable en éducation, intégré les nouvelles technologies et plusieurs langues étrangères dans son réseau, y compris le mandarin. □

fondation OCP. A ce jour, le programme a pu accompagner 31 établissements, parrainés dans 5 provinces (Benguérir, El Jadida, Khouribga, Safi et Youssoufia). «Vu les résultats de ce programme aussi bien dans le renforcement des capacités des enseignants et des élèves et la réduction du taux de l'abandon scolaire, notre priorité est de faire de ce partenariat un modèle pour aider l'école pu-

moyens matériels pour une éducation de qualité. Il prône une approche holistique qui met l'élève au centre de l'action éducative et qui agit tant sur le plan de la vie scolaire, que celui de l'accompagnement pédagogique, l'infrastructure, les équipements, l'environnement social et communautaire ou encore la gouvernance en vue de réunir les conditions nécessaires pour sa réussite. «Au-delà

## DEMANDES & OFFRES D'EMPLOI

| CONSULTANT SENIOR   | CADRE FINANCIER  |
|---|--|
| Consultant Senior en Systèmes d'Information<br>Ingénieur d'Etat de l'EMI, 10 ans d'Expérience<br>dans le domaine des systèmes d'Information de<br>Gestion cherche un poste de Chef de projets ou<br>Consultant En systèmes d'Information<br>(AMO / MOE) | JF diplômée de l'ISCAE, 15 ans d'Expérience<br>Confirmée en groupe privés dans les métiers de<br>Finance, Contrôle de gestion, Organisation et<br>contrôle Interne, gestion de projets.<br>Cherche poste de responsabilité |
| DKDG  | DGJA   |
| GSM : 06 63 538 168   | GSM: 06 67 79 06 11  |
| JH 20 ANS   | JH 23 ANS  |
| Technicien Spécialisé en Développement<br>Informatique<br>DEMANDE UN STAGE  | Ingénieur d'Etat en Génie Civil<br>Option Bâtiments Ponts et Chaussées<br>1 An d'Expérience<br>Cherche poste stable  |
| DGRM  | DGMR   |
| GSM : 06 28 52 70 00  | GSM: 0679 276 751  |

# Déjà 20 startups à la cité d'innovation de l'université d'Agadir

■ Elles opèrent dans les IT, multimédia, agriculture innovante...

■ De nombreux avantages, dont un loyer de 25 DH le m<sup>2</sup> pendant 2 ans

■ Des laboratoires de R&D, un guichet unique et un technopark d'ici 6 mois à un an

**L'**UNE après l'autre, les universités publiques développent leurs cités de l'innovation. Cette fois-ci, c'est au tour de celle d'Agadir, qui a monté son projet en partenariat avec la région du Souss-Massa, pour un investissement de 42 millions de DH.

Ce pont entre le monde académique et celui de l'entreprise a été inauguré par SM le Roi le 6 février dernier. Il est formé de deux espaces: Entreprises et laboratoires de recherche. Le premier est chapeauté par la société gestionnaire du Technopark, MITC, et le deuxième par l'université. «Une vingtaine de startups y sont déjà installées. Elles opèrent principalement dans les IT, l'agriculture innovante et les multimédias»,



*Dans la cité, les startupper peuvent accéder à des espaces de co-working, des salles de réunion et de formation, un coin restauration... Et surtout, à l'appui des laboratoires de recherche universitaires*

précise Abdelaziz Benddou, vice-président en charge de la recherche scientifique et de la coopération de l'université Ibn Zohr d'Agadir. Ces startups emploient chacune entre 2 et 6 personnes. «Elles bénéficient de pas mal d'avantages, comme des espaces

de réunion, de formation, de relaxation, de restauration... Ainsi que de l'appui de la plateforme de recherche universitaire», détaille Benddou. Les jeunes pousses profitent, en outre, d'un loyer symbolique de 25 DH le m<sup>2</sup>. Elles peuvent en bénéficier

pendant une durée maximum de deux ans. Un Technopark est également censé voir le jour au sein de la cité d'ici six mois à un an. Il nécessitera un investissement global de 55 millions de DH. Les startups technologiques pourront y être hébergées dans des conditions avantageuses pendant une durée allant à cinq ans.

Le projet compte, en outre, un incubateur d'entreprises innovantes, un guichet unique leur facilitant les démarches administratives, des structures d'accompagnement, comme le Réseau Entreprendre, X-HUB et Associations initiatives Souss-Massa, ainsi que trois clusters: Agadir Haliopôle, Agrotech et Logipôle.

La cité de l'innovation de l'université d'Agadir rentre dans le cadre de la mise en œuvre de la déclinaison régionale du Plan d'accélération industrielle. Dans la région, une assiette foncière totale de l'ordre de 380 ha a été mobilisée au service des investisseurs, dont 305 ha pour la Zone d'accélération industrielle. La première tranche de cette zone (64 ha) sera livrée en juillet 2020. L'infrastructure industrielle sera renforcée par le développement d'un Parc industriel intégré, et le lancement de la 4e phase de l'agropole Souss-Massa. □

Ahlam NAZIH

## Une rencontre pour encourager les web entrepreneurs

■ Elle a récemment été tenue par le club étudiant Enactus ENSEM de Casablanca

■ Des projets de startups prometteurs exposés au public

■ Des formations pratiques et ciblées également au programme

**E**NTREPRENDRE en passant par la toile est devenu une valeur sûre sur le marché de l'emploi. C'est dans cette optique que le club Enactus de l'Ecole supérieure d'électricité et de mécanique (ENSEM) de Casablanca vient de tenir une rencontre intéressante sur le web entrepreneurial et ses bénéfices. L'occasion de dévoiler au public des projets de jeunes startups prometteuses en la matière et de former par la même occasion les intéressés par des spécialistes chevronnés. La manifestation -qui s'est tenue le 8 février dernier- a tout d'abord donné la parole à de jeunes étudiants membres du club venus exposer leurs projets. Parmi les plus originaux et percutants notamment,



*Une rencontre sur les enjeux du web entrepreneurial a récemment été tenue par le club Enactus ENSEM de Casablanca. Un événement qui a permis de dévoiler au public des projets de startups innovantes créées par des étudiants (Ph. Pexels)*

ROEYA. Un prototype de canne qui a la particularité d'être intelligente. «ROEYA comporte des détecteurs d'obstacles intégrés pour faciliter le déplacement des personnes aveugles», explique avec enthousiasme la présidente d'Enactus ENSEM Dikra El Anssari. Mais la canne en question sera aussi dotée de capteurs de localisation directement reliés à un smartphone, ce qui en fera un objet intégralement «connecté».

recyclage», précise la responsable. Enfin, dans un tout autre registre, Lead To Learn consiste en une plateforme de soutien en langue française. Une startup disposant de sa propre chaîne Youtube diffusant des vidéos à la fois pédagogiques et pratiques qui serviront de support de travail à des cours délivrés aux élèves des écoles publiques présentant des lacunes linguistiques dans

la langue de Molière. Mais l'évènement a également fait la part belle à la formation et à l'acquisition de compétences pour devenir un as du web entrepreneurial! Des modules d'une heure et demi destinés à tout un chacun et dirigés par des spécialistes de renom. Ainsi, Youssef Stelate, doctorant en IA et en Machine learning, a dirigé une session livrant aux participants les étapes à suivre pour créer son propre site web. «Maîtriser les programmes permettant de monter son site sur la toile représente un soft skill incontournable pour tout bon web entrepreneur qui se respecte», confie la présidente du club d'étudiants ingénieurs. Parmi les trois autres modules prévus au cours de la journée, sortait également du lot celui du formateur et fondateur de You & Me Consulting Mohammed Reffadi. Un atelier qui avait pour objectif d'apprendre aux intéressés à choisir une plateforme adaptée à l'axe ainsi qu'à la problématique de leur future startup.

Enactus ENSEM n'en est pas à son premier projet sur le thème de l'entrepreneuriat. Ainsi, l'année dernière, le club avait abordé en profondeur l'intérêt d'innover pour lancer sa propre entreprise. □

Karim AGOUMI

# Bachelor: Les écoles privées appréhendent

■ Beaucoup ne sont pas prêtes pour la réforme de septembre

■ Elles se disent «dans le flou total»

■ Des interrogations sans réponses de leur ministère

Il y a encore une semaine les écoles et universités privées ne savaient pas exactement à quoi s'attendre pour la réforme du bachelor, censée rentrer en vigueur en septembre prochain. Certaines se disaient dans le «flou total». «Nous devons déposer nos filières pour accréditation fin mars, alors que le cahier de normes pédagogiques du bachelor n'est pas encore validé. Pour l'heure, c'est le flou total, or nous avons besoin de visibilité pour adapter notre modèle. Il faut procéder à de nouveaux recrutements, acheter des équipements, modifier notre organisation...», relève la directrice d'une école.

Pour leur réunion avec leur ministère de tutelle, jeudi dernier à Rabat (voir article ci-contre), les patrons des établissements privés sont venus avec des questions plein la tête. Y aurait-il plus de flexibilité pour le privé, le master passerait-il à 6 ans? Si c'est le cas, serait-il plus valorisé qu'un bac+5?... «Pourquoi n'a-t-on pas réussi à appliquer le système LMD qui est également à la base un modèle modulaire à crédit, tout comme le bachelor», s'interroge Khalid Benzakour, DG de l'ISGA. Les écoles se trouvent aussi embarrassées par rapport à leurs futurs étudiants. «La communication avec les bacheliers a déjà démarré, mais elle n'est pas réalisée de manière sûre, puisque tout n'est pas encore ficelé», confie Hassan Sayarh, DG de HEM Business School. «La partie qui n'a pas encore réagi à ce projet, ce sont les étudiants. Il faudrait disposer de réponses à toutes leurs questions, autrement cela risque de poser problème», estime Benzakour. Malheureusement pour les patrons des écoles, la majorité de leurs interrogations resteront sans réponse.

Les avis des écoles par rapport à la réforme sont mitigés. Certaines, pas prêtes pour le changement, préfèrent que le projet soit différé, le temps de bien s'y préparer. Elles rejoignent ainsi l'avis des syndicats de l'enseignement supérieur public qui demandent la suspension de la réforme en attendant d'assurer les moyens logistiques, pédagogiques et humains nécessaires. D'autres se demandent pourquoi ne pas enseigner les soft skills au niveau du collège et du lycée, au lieu

## Un risque de détournement des étudiants subsahariens?

UNE licence en quatre ans au lieu de trois pourrait dissuader des étudiants subsahariens de choisir le Maroc pour effectuer leurs études supérieures. C'est la crainte de nombreuses écoles supérieures privées. Certaines accueillent jusqu'à 45% d'étudiants subsahariens. La Tunisie, dont la licence est de trois ans, avec une offre plus ou moins similaire, pourrait ainsi bénéficier d'un argument supplémentaire au détriment du Maroc. □



de rajouter une année dans le supérieur... Un troisième groupe se dit, au contraire, disposé à déployer la réforme dès la rentrée, à condition que tout soit «clair». Il s'agit notamment des établissements déployant déjà le modèle bachelor avec des contenus proches de ceux proposés par la nouvelle réforme. «Retarder le projet d'une année ne changera pas fondamentalement les choses. Mieux vaut l'affiner en marchant plutôt que de surseoir à sa mise en œuvre», estime Sayarh.

«La formule bachelor peut être intéressante pour certaines filières et certains types d'établissements. Ma seule réserve est par rapport à cette volonté de sa généralisation. Il faudrait qu'elle soit une pro-

position parmi d'autres, permettant de présenter aux jeunes une offre diversifiée répondant mieux à leurs besoins», poursuit-il. Les écoles préfèrent un système optionnel. Elles ont également des réserves par rapport au contenu (voir interview ci-contre), qui risque de les priver de certaines de leurs libertés (rajouter des matières pour enrichir la formation, prévoir plusieurs stages durant le cursus...). Sauf que leur avis n'a pas vraiment été sollicité...

## Un électrochoc, mais...

La réforme du bachelor aura le mérite de bousculer un secteur où peu de

choses se sont produites depuis 2003, date d'introduction du schéma LMD. Un schéma dont la mise en œuvre a finalement échoué. Grâce à l'application effective du système de crédits, «la monnaie de l'enseignement supérieur international», selon le ministre de l'Éducation nationale, Saaïd Amzazi, les étudiants pourront accéder à une meilleure mobilité à l'étranger. La première année, dite fondatrice, quant à elle, permettra une transition plus fluide entre le secondaire et le supérieur, puisqu'elle sera notamment dédiée à la découverte de la spécialité, à l'ouverture sur d'autres disciplines, aux langues étrangères et aux soft skills. A l'issue de cette «foundation year», les étudiants peuvent continuer dans leur premier choix de formation ou se réorienter sans perdre leurs acquis. Pour rappel, dans les facultés à accès ouvert, une part non négligeable, déboussolée, abandonne ses études dès la première année (plus de 27% dans les facs de sciences). Le nombre moyen d'années pour l'obtention de la licence va de 4,5 à 5 ans, selon les spécialités. Seuls 13% des étudiants décrochent leur diplôme en 3 ans. Institutionnaliser une année supplémentaire ne changera donc pas grand-chose à la réalité du terrain. La réforme insiste, en outre, sur l'effort personnel et l'apprentissage des étudiants, la certification en langues, les stages, les activités associatives et sportives permettant de gagner des crédits... Autant d'apports qui ne peuvent être que positifs.

Néanmoins, peut-on généraliser ce modèle à tous les types d'établissements? Et surtout, dispose-t-on des moyens nécessaires pour sa mise en application? Dans l'accès ouvert, le premier à être ciblé par la réforme, le nombre pléthorique des étudiants et le déficit d'enseignants, surtout ceux spécialisés en langues et communication, rend l'initiative difficile à déployer. Certaines facultés pensent même à faire appel à des profs du lycée pour s'en sortir... «Comment enseigner des soft skills dans des classes de 1.000 étudiants?! Et puis, les profs eux-mêmes manquent de compétences transversales!», déplore un cadre dans une faculté de droit. «Avant les soft skills, il faut agir sur la confiance. L'étudiant ne fait plus confiance à son professeur, ni à son administration et son université», estime-t-il.

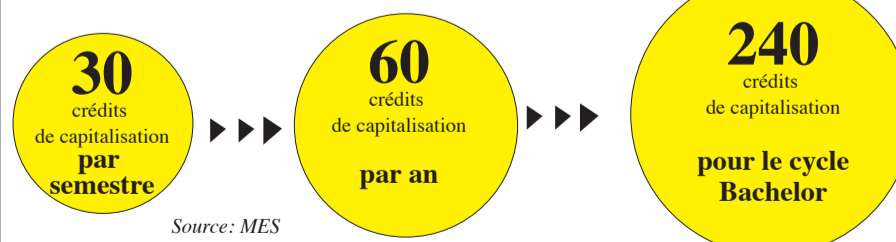
L'obstacle le plus coriace sera sans doute celui des enseignants, dont une grande partie est désengagée. □

Ahlam NAZIH

## Une meilleure lisibilité du diplôme à l'international

| Modules d'études   | Crédits par module |
|--|--------------------|
| Modules disciplinaires                                       | 6                  |
| Modules de langues   | 6                  |
| PFE  | 3                  |
| Modules d'ouverture  | 3                  |
| Modules de soft skills                                       | 3                  |
| Modules supplémentaires (initiatives d'actions personnelles) | 1/action*          |

\* Facultatif



Source: MES

Avec l'adoption effective du système des crédits, le diplôme marocain sera plus «lisible» à l'international, et la mobilité des étudiants sera facilitée. Selon le ministre de l'Éducation nationale, avec les 240 crédits du bachelor, les étudiants peuvent effectuer leur master en une année dans de nombreux pays

# Bachelor: «Il faut permettre aux écoles de choisir»

■ S'arrimer sur le modèle des facultés ne devrait pas être obligatoire

■ Matières par module, spécialisation, stages..., des points à revoir dans le projet

- L'Economiste: Pensez-vous qu'il soit opportun de lancer le bachelor cette année?

- **Moulay Ahmed Lamrani:** Ce projet devrait être compris dans son contexte global. Il s'inscrit dans le cadre d'une révision du système dans sa totalité, depuis le primaire jusqu'au supérieur. Il intervient également à l'heure d'une réorientation, avec un nouveau modèle de développement. Enfin, il répond à la nécessité de l'internationalisation de l'éducation. Nous sommes donc dans un changement de paradigme général. Le passage du LMD au bachelor sera difficile à réaliser. Cependant, la véritable question est la capacité de ce diplôme à apporter des solutions aux problèmes posés. A savoir: les compétences acquises par les étudiants, et le profil de sortie des lauréats. Ce sont là les plus gros problèmes de notre système. Avec le bachelor, assurera-t-on les conditions permettant de produire un profil de lauréat différent de celui formé jusqu'ici, capable d'intégrer le monde du travail? Pour le privé, les nouveautés du bachelor existent déjà dans nos écoles.

- **Mais avec des diplômes de 3 ans...**  
- Oui, mais en termes de contenu, nos écoles enseignent déjà les soft skills, le développement personnel, assurent une ouverture sur le monde de l'entreprise à travers des stages, des études de cas... Nous disposons déjà d'une assise qui correspond à ce qui sera adopté, sauf qu'il sera question d'une année supplémentaire. Doit-on appliquer la réforme



Moulay Ahmed Lamrani, président national de la Conférence des grandes écoles, également président de HEEC Marrakech: «Le passage du LMD au bachelor sera difficile à réaliser. Cependant, la véritable question est la capacité de ce diplôme à apporter des solutions aux problèmes posés. A savoir: les compétences acquises par les lauréats et le profil de sortie de l'étudiant» (Ph. A.L.)

cette année ou pas? Difficile à dire. Les enseignants du public ont déjà annoncé la couleur. Ils comptent opposer leur refus s'ils ne sont pas consultés. Nous aussi, nous aimerions l'être pour la préparation de ce projet. Et s'il s'agit d'une stratégie globale intégrée, nous ferons avec.

- **Quel impact aurait la réforme sur le privé?**

- L'impact serait très mitigé. D'abord, nous sommes en manque d'enseignants qualifiés dans les différentes spécialités, et particulièrement dans les soft skills et les langues. Ensuite, dans ce projet, plusieurs éléments mériteraient d'être revus. Les mo-

dules d'approfondissement des langues, par exemple, au nombre de six sur quatre ans ne sont pas suffisants. Pour leur part, les modules des matières disciplinaires sont noyés dans l'ensemble du cursus. Ils ne permettront pas une vraie spécialisation, surtout pour les écoles de management. Il faudrait également plus de flexibilité dans le canevas pédagogique. Nous ne pouvons nous limiter à une matière par module comme cela est prévu. Deux ou trois sont nécessaires pour permettre aux étudiants de travailler plus de contenu et de compenser entre les matières. Le schéma proposé est restrictif par rapport au passé où nous disposions de la liberté de rajouter autant de matières que nous le souhaitions, afin d'enrichir la formation. Le bachelor se limite à quatre matières de spécialisation par semestre, or c'est insuffisant. Il prévoit, en outre, un seul stage durant les quatre ans, alors que nous en programmons dans toutes les années de formation.

- **Faudrait-il rendre le système optionnel?**

- C'est un point important. Il serait préférable de permettre aux écoles privées de choisir entre le système de la faculté et celui des grandes écoles, comme les ENCG qui possèdent un diplôme de grande école, un bac+5, sans diplôme intermédiaire.

Autre proposition, selon le projet, la spécialisation démarre au 7e semestre, nous proposons qu'elle intervienne dès le cinquième, pour permettre à l'étudiant d'acquérir toutes les compétences d'une filière. Il faudrait aussi permettre la collaboration entre écoles privées et universités publiques dans le cadre de PPP. Pour le moment, ceci est réservé aux universités privées. Enfin, il est nécessaire d'intégrer la formation par alternance et le e-learning, et d'ouvrir l'accès aux étudiants justifiant d'une expérience, en validant leurs acquis professionnels. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

## Intégrer de la «vraie» formation à distance

OUI, les MOOC (Massive Open Online Courses) ont fait leur entrée au Maroc depuis quelques années déjà. Les universités publiques en ont développé pas mal. «Cependant, ces contenus en ligne permettent simplement aux étudiants de réviser des cours qu'ils n'ont pas réussi à assimiler, ce n'est pas de la vraie formation à distance», estime Moulay Ahmed Lamrani. «Les universités américaines et anglaises, par exemple, travaillent énormément avec des étudiants à l'échelle mondiale grâce à un système de formation à distance, avec des diplômes et certificats à la clé. Au Maroc, ce n'est pas encore le cas», poursuit-il. Pour lui, la réforme est justement l'occasion de concevoir des formations en mode e-learning à l'instar des pratiques internationales. Ceci ouvrirait à la fois aux étudiants et aux établissements de nouvelles opportunités. □

## • La GRH expliquée par une prof de l'ISCAE

Hayat El Adraoui – enseignante au sein du groupe ISCAE et consultante RH – vient de publier un livre sur la gestion des ressources humaines. Intitulé «La gestion des ressources humaines que je peux expliquer...» et paru aux éditions Culture Pub, cet ouvrage dresse un état des lieux des GRH au Maroc, pointant du doigt le manque d'innovation et d'investissement sur la question. Le document délivre également au lecteur des outils, des concepts ainsi que des analyses sur le domaine. Titulaire d'un master de recherche en management des entreprises ainsi que d'un doctorat en sciences de gestion en gestion des ressources humaines à l'Université Hassan II, Hayat Al Adraoui compte à son actif près de 14 ans d'expérience en gestion des recrutements et des formations. □



## • L'Université Mohammed V de Rabat récompense ses diplômés

L'Université Mohammed V de Rabat (UM5) organise le 27 février prochain la cérémonie de remise des prix d'excellence aux lauréats de ses différentes filières. Au total, près de 223 étudiants majorants – sur les 12.983 lauréats de l'année universitaire 2018-2019 – et 40 étudiants majorants des activités culturelles et sportives du groupe seront récompensés lors de cet événement.

## • L'Ecole Centrale invite un spécialiste des régimes inégalitaires

L'Ecole Centrale Casablanca a récemment invité sur son campus l'économiste français de renom Thomas Piketty, connu pour son best-seller mondial «Le Capital au XXIe siècle» publié en septembre 2019. Il y a animé une conférence sur le thème de l'histoire et de l'avenir des régimes inégalitaires, des sociétés trifonctionnelles aux sociétés postcoloniales et hyper-capitalistes. □

# Bachelor: L'échéance prolongée à 2021?



■ **En fonction du cas de chaque type d'établissement, selon le ministre**

■ **Les facultés à accès libre ouvrent le bal à la prochaine rentrée**

LE département de l'Enseignement supérieur poursuit les rencontres de concertation sur le bachelor, qui devrait remplacer la licence à partir de la prochaine rentrée universitaire. Deux ont été organisées la semaine dernière. La première, à l'UIR, avec les opérateurs de l'enseignement supérieur privé. Une occasion pour ces derniers d'évoquer leurs préoccupations et de formuler leurs propositions en ce qui concerne la mise en place du nouveau système. Le manque de temps pour bien préparer les dossiers d'accréditation des filières figure en tête des contraintes soulevées par les responsables des écoles. Le ministre de l'Édu-

cation nationale, Saaïd Amzazi, assure que la réforme se déclinera en fonction de l'état d'avancement de chaque établissement, avec la possibilité de prolonger l'échéance jusqu'en septembre 2021. Pareil pour les établissements d'ensei-

tembre prochain. Cela se justifie, selon Amzazi, par un certain nombre de dysfonctionnements et contraintes relevés par divers diagnostics. A ce titre, l'on rappelle le problème de la massification (87% des nouveaux inscrits se dirigent

lité de la formation, et sur le profil des lauréats qui ne répond pas aux besoins du marché. Sans oublier le taux de diplomation dont la moyenne est entre 4,5 et 5 ans actuellement pour l'obtention de la licence», ajoute le ministre.

Pour respecter l'échéance de septembre prochain, il faut activer la finalisation du Cahier de normes pédagogiques nationales (CNPN) du cycle bachelor. C'était l'objectif de la rencontre pédagogique organisée samedi dernier à Salé pour les établissements du public, en présence d'Amzazi et de Driss Ouauicha, ministre délégué en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cette rencontre était une occasion de recueillir les propositions émanant des différentes universités pour le contenu du CNPN. Cela permettra d'activer la finalisation de ce document qui sera validé lors d'une rencontre nationale prévue prochainement avec les partenaires sociaux, selon Amzazi. □

N.E.A.

## Boycott du Snesup

LA rencontre nationale de Salé a été boycottée par le Syndicat national de l'enseignement supérieur. Le Snesup a organisé un sit-in devant le Palais des congrès-Le Bouregerg qui a abrité la rencontre de samedi dernier. «Nous sommes pour une réforme globale de notre système d'enseignement supérieur, alors que le ministère se contente seulement de la réforme pédagogique», indique Jamal Sebbani, SG du Snesup. En parallèle, il faut entamer la révision du cadre juridique, notamment la loi 01.00 et le statut du corps des enseignants-chercheurs. Avant de passer au bachelor, il serait utile, selon le Snesup, de procéder à une évaluation «réelle et objective» du système LMD. Sans oublier une implication effective des enseignants dans la réforme pédagogique. Ces derniers réclament plus de temps pour examiner le projet, et demandent la suspension de sa mise en œuvre prévue en septembre prochain. □

gnement supérieur public à accès régulé.

Pour le ministre, la priorité de cette première étape sont les facultés à accès ouvert, afin de leur permettre d'adopter la réforme pédagogique à partir du sep-

vers l'accès ouvert) face à une baisse du taux d'encadrement pédagogique. «Cela se traduit de manière négative sur la qua-

## Les FST et EST attendront aussi

- **L'Economiste: Quel est le calendrier envisagé pour la réforme dans les établissements à accès régulé?**

- **Saaïd Amzazi:** Après les établissements à accès ouvert, la deuxième étape concernera les Facultés des sciences et techniques (FST) et les écoles supérieures de technologie (EST). Nous prévoyons l'application du système bachelor dans ces établissements à partir de septembre 2021. Ensuite, nous passerons aux ENCG et aux écoles d'ingénieurs. Pour ces dernières, il convient de rappeler que le système existant au Maroc, de bac +2+3 est un modèle franco-français, unique au niveau mondial. La majorité des écoles d'ingénieurs à travers le monde sont de type bachelor+2 ou +1. La réforme touchera par la suite le cycle master et celui du doctorat.

- **Qu'en sera-t-il des facultés de médecine et de pharmacie?**

- La réflexion sur la réforme relative à ces établissements n'est pas encore entamée.

- **Le Snesup boycotte le projet en réclamant une réforme globale de l'enseignement supérieur. Votre commentaire?**



Saaïd Amzazi, ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (Ph. Bziouat)

- C'est également notre position, mais avec une grande priorité à la réforme pédagogique considérée comme la cheville ouvrière de cette réforme globale. Le Snesup nous reproche d'exécuter cette réforme plus rapidement que les autres volets. A ce titre, il convient de rappeler que nous avons déjà entamé le chantier de la révision de la loi 01-00. Nous nous penchons également sur la révision du statut du personnel, ainsi que sur le dossier revendicatif des enseignants. □

Propos recueillis par  
Noureddine EL AÏSSI

## OFFRE D'EMPLOI

Une Grande Société de la Grande Distribution recrute :

- \* **Gestionnaires RH** : Bac+3, avec 3 ans d'expérience minimum
- \* **Contrôleurs de gestion** : Bac +4, avec 3 ans d'expérience minimum
- \* **Acheteurs** : Bac +3 en achat et logistique, avec 4 ans d'expérience minimum
- \* **Commerciaux juniors** : Bac +2, avec 3 ans d'expérience minimum
- \* **Commerciaux séniors** : Bac +3, avec 3 ans d'expérience minimum
- \* **Marketeurs** : Bac +4, Expérience dans une agence de communication est obligatoire

Merci de nous envoyer vos CVs sur l'adresse suivante :

[recrutements02020@gmail.com](mailto:recrutements02020@gmail.com)

# Gérez vos salariés suivant leur type d'intelligence

Déterminer la forme d'intelligence la plus dominante auprès de chaque salarié pour améliorer leur rentabilité au travail. C'est l'esprit de «How are you intelligent». Une démarche de plus en plus prisée sous nos latitudes qui permet d'améliorer sensiblement l'épanouissement des troupes et de gagner ainsi considérablement en productivité. Découvrez cet outil de gestion inédit grâce à Hicham Bel Bachir, coach d'organisation et DG du cabinet Target Autonomy.

## ■ Sept formes d'intelligence pouvant être mises à profit professionnellement

Récente au Maroc, «How are you intelligent» est une démarche qui permet d'identifier – à travers un coaching approprié – la forme d'intelligence prédominante chez chaque employé pour affecter ce dernier à un poste plus adapté à ses ressources. Il existe au total pas moins de sept types d'intelligence, chacune d'entre elles permettant de développer des compétences ainsi que des talents spécifiques



Récente au Maroc, la méthode «How are you intelligent» consiste à gérer les employés en fonction de leur forme d'intelligence prédominante. Un moyen d'optimiser l'utilisation de leurs ressources et d'améliorer leur épanouissement au travail tout en les rendant autrement plus productifs (Source: demarchesadministratives.fr)

l'imagination. Autre forme d'intelligence bien utile, l'intelligence logique correspond à la faculté à tenir un raisonnement logique, à ordonner mais aussi à comp-

pour l'employé. En effet, elle lui permet d'optimiser l'utilisation de ses ressources et de faire appel à ses talents les plus développés. Au final, le salarié en

l'employé à mettre en pratique sa forme d'intelligence prédominante. Une phase qui passe alors par des exercices appropriés et par des mises en situation.

**L'avis du spécialiste:** Il découle alors de cette démarche des recommandations finales. Ces dernières permettent notamment de réaffecter les salariés dans des postes plus appropriés ou encore de leur confier des missions plus adaptées à leurs ressources personnelles.

## ■ Un outil prisé dans le milieu du coaching

«How are you intelligent» est une méthode de plus en plus répandue dans le milieu du coaching. L'outil a d'abord conquis les Etats-Unis avant de déferler en Europe puis au Maroc.

**L'avis du spécialiste:** Cette méthode est prisée avant tout par les entreprises ayant des problèmes de gestion et de déficience de leur personnel, tous secteurs confondus. Elle s'avère efficace, à condition de l'appliquer avec rigueur, écoute et sérieux. □

Karim AGOUMI



Hicham Bel Bachir est coach d'organisation et DG du cabinet de coaching et de formation Target Autonomy. Analyste transactionnel et certifié en process communication, il applique régulièrement la méthode «How are you intelligent» auprès de ses clients (Ph. HB)

au bureau. L'intelligence verbale, par exemple, est la capacité à être sensible aux structures linguistiques. Particulièrement développée chez les écrivains et les orateurs, elle convient aux postes orientés «communication». L'intelligence visuelle spatiale, quant à elle, correspond à la capacité à créer des images mentales et à percevoir le monde visible avec précision dans ses trois dimensions. Très développée chez les architectes ou encore les paysagistes, elle convient entre autres aux tâches créatives et faisant travailler

## Les étapes pour manager suivant les formes d'intelligence



- 1- Conscientiser sa forme d'intelligence prédominante avec un coach à travers un questionnement
- 2- Mettre en pratique cette forme d'intelligence via des exercices et des mises en situation
- 3- Recommandations

ter. Celle-ci est particulièrement efficace dans la mise en place de stratégies d'entreprises. L'on compte également l'intelligence intrapersonnelle, musicale, corporelle mais aussi interpersonnelle.

**L'avis du spécialiste:** Contrairement au début du siècle dernier où l'on ne jurait que par le fameux test du quotient intellectuel (QI), les années 1980 ont prouvé que l'intelligence rattachée au cerveau gauche – autrement dit rationnel – n'était pas la seule forme d'intelligence.

## ■ Une démarche bénéfique aussi bien pour les salariés que pour le manager

«How are you intelligent» est une démarche particulièrement bénéfique

devient plus épanoui dans son travail et plus efficace dans ses tâches.

**L'avis du spécialiste:** Cette méthode donne lieu à une relation win-win entre l'employé et l'employeur. En effet, le salarié devient autrement plus motivé et plus productif au bureau. Il devient ainsi plus rentable pour son superviseur.

## ■ Une application concrète en entreprise

Pour appliquer concrètement cette démarche en entreprise, le coach va d'abord amener le salarié à conscientiser sa forme d'intelligence à travers un accompagnement prenant la forme d'un questionnement et d'un coaching individuel. Ensuite, l'expert apprend à

## • ENSEM tient ses 20èmes olympiades sportives

L'organisme étudiant ENSEM SPORT de l'Ecole supérieure d'électricité et de mécanique (ENSEM) organise du 17 au 21 février la 17ème édition de ses olympiades. Une manifestation sportive de grande envergure qui prendra la forme de quatre grands tournois, dont un entièrement consacré au handisport – baptisé ENSEM paralympic games 2020 – ainsi qu'un tournoi de football destiné aux jeunes des écoles et académies de la discipline au Maroc. L'édition précédente avait quant à elle attiré pas moins de 6.000 visiteurs et était marquée par la présence de près de 45 écoles participantes.

## • Une commission «d'éméritat» à l'université de Fès

Le grade de professeur émérite de l'enseignement supérieur n'existe pas au Maroc, mais des universités ont décidé de mettre en place des titres honorifiques afin de rendre hommage à leurs meilleures compétences. Celle de Fès vient d'installer une commission «d'éméritat», qui a récemment décerné une première vague de titres de professeur émérite à des enseignants issus de ses différents établissements. □